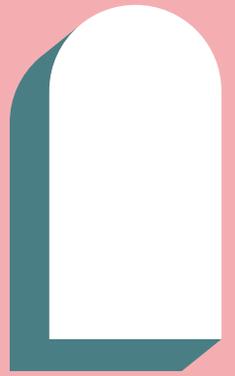
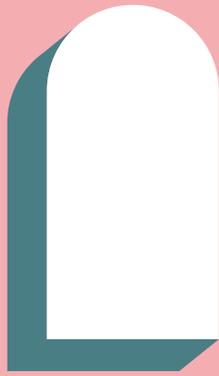


É

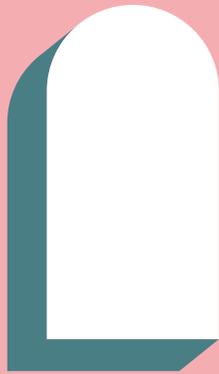


DU
SOMMET
NATIONAL
DU
PATRIMOINE BÂTI
DU
QUÉBEC

C

H

O



S

Table des matières

Contexte	7	Atelier : Les maisons anciennes : des moyens pour les protéger	20
Les organisateurs du Sommet	8	Atelier : La conservation et l'interprétation du patrimoine : une relève en péril	22
Discours d'ouverture	10	Atelier : La perception du patrimoine : un enjeu majeur pour la conservation et la mise en valeur	24
Lier les personnes, les lieux et les pratiques : nouvelles approches en patrimoine culturel	14	Atelier : La réutilisation du patrimoine bâti : une approche qui se développe et séduit	26
Bilan et enjeux : vers un patrimoine décomplexé	15	Constats de fin de journée	29
		Résonances pour l'avenir, Pistes d'action	32
		Remerciements	35



QU'EST-CE QUI FAIT
QU'UN BON MATIN,
DES GENS ORDINAIRES
S'ORGANISENT POUR
PROTÉGER UNE MAISON
QUI N'EST MÊME PAS
À EUX, UNE MAISON QU'ILS
N'HABITENT PAS ET
QU'ILS NE POSSÈDERONT
JAMAIS ?

Ensemble, pour la mise en valeur de notre territoire

Le Sommet national du patrimoine bâti du Québec est le premier événement du genre organisé par la Table de concertation, un regroupement de dix organismes et associations œuvrant pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec. Ces organismes rassemblent des milliers de citoyens de différentes communautés intéressés, interpellés, ou impliqués dans le milieu du patrimoine.

C'est depuis 2014, à l'initiative de l'Association des moulins du Québec, que les représentants de ces organismes se réunissent régulièrement pour partager leurs préoccupations, travailler de manière concertée et dégager une vision commune. L'intention de réunir l'ensemble des acteurs s'est traduite par l'organisation d'un événement d'envergure, qui a pris la forme d'un sommet national, qui a réuni le 1^{er} novembre 2017 plus de 150 acteurs et spécialistes du domaine.

Le Sommet, dans sa forme et ses objectifs, fait écho à un autre événement tenu en 1991, le Forum québécois du patrimoine, qui avait réuni pas moins de 70 organismes québécois du milieu et de tous les horizons, des organismes qui réclamaient à l'époque une politique nationale du patrimoine.

Souhaitant faire le pont avec le passé et réaliser un portrait juste de l'état actuel des lieux, le Sommet national du patrimoine bâti a été organisé dans le but de partager des expériences, de dresser un état de la situation et de déterminer les enjeux actuels et les actions futures tant en ce qui a trait à la sauvegarde qu'à la connaissance et à la mise en valeur de l'environnement bâti au Québec.

Cette synthèse du Sommet, qui vous est présentée ici, vise à faire ressortir la synergie qui existe désormais entre les acteurs du milieu et à renforcer le message partagé pour une meilleure gestion, protection et valorisation de notre patrimoine et de nos paysages culturels.

Bonne lecture,
les organisateurs du Sommet

La Table de concertation

La Table est formée de dix organismes de portée nationale impliqués à leur façon dans la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti au Québec. Conscients des difficultés croissantes qui limitent la réalisation de leurs missions respectives, les membres de la Table se réunissent depuis l'automne 2014 afin de partager des préoccupations communes et de mettre à profit leurs forces réciproques. Au-delà de leurs spécificités propres, les membres de la Table partagent le statut d'acteurs de première ligne sur le terrain et sont attentifs aux réalités urbaines ou rurales vécues par les Québécoises et les Québécois en matière de patrimoine bâti.

ACTION
PATRIMOINE



Conseil du
patrimoine
religieux
du Québec



do.co.mo.mo
Québec



DISCOURS D'OUVERTURE

Nous sommes heureux de vous présenter, dans son intégralité, le discours d'ouverture de Véronique Côté, qui nous l'a offert gracieusement.

J'ai grandi au bord du Saint-Laurent. J'habitais à Lévis avec ma famille dans une grande maison toujours en rénovation. À toute heure, de pratiquement partout chez nous, on voyait l'eau.

Au sortir de l'adolescence, je me suis mise à prendre le traversier matin et soir pour aller à l'école. Tous les jours pendant cinq ans, j'ai planté mes yeux dans ceux du fleuve, pour guetter ses humeurs instables, ses vapeurs discrètes — et je jure que tout ce temps-là, je ne l'ai jamais vu deux fois pareil. Grandiose et multiple, éternel, changeant. Majestueux dans le grand frette, sublime dans la tiédeur des soirs d'été. Toujours beau, toujours grand. J'aimais par-dessus tout le bruit des glaces l'hiver, quand elles se figeaient et qu'il fallait que les moteurs cassent tout pour bouger, dans le fracas des eaux et des petites banquises qui brisaient. J'avais l'impression que le commencement du monde avait dû sonner comme ça : comme un bateau qui fend le gel.

J'aimais faire ça : regarder. Regarder, ce luxe inouï. Contempler : considérer par la pensée. C'est donc par le fleuve que j'ai pris la mesure du territoire sur lequel nous marchons. Et à force d'être regardé par moi, le fleuve est devenu une part de ce que je suis. J'en ai l'intime conviction : nous devenons ce que nous admirons. Nous le prenons avec nous, en nous. Je suis le fleuve Saint-Laurent. Le fleuve m'a faite : il me fait encore. Le fleuve, le théâtre, les miens, quelques autres paysages, deux ou trois grands chagrins.

Nous sommes faits de ce que nous voyons, des lieux que nous fréquentons, mais aussi de ce qu'on nous en raconte. Le récit des paysages que nous font la fiction, le documentaire, les nouvelles, nos amis qui voyagent constitue peu à peu en nous une sorte de pays intérieur où l'on rapaille les images du dehors pour s'en faire une géographie intime.

C'est pour ça qu'il faut soigner les espaces où l'on vit, et soigner aussi la façon dont on les raconte : on finit par être bâti comme eux.

Ce n'est pas un hasard si ce n'est pas un expert qui s'adresse à vous pour ouvrir cette journée de réflexion autour du patrimoine bâti au Québec. Si c'est moi qui m'adresse à vous, c'est pour vous dire, avec mes mots d'artiste, avec mes moyens de citoyenne, que je crois que notre environnement nous façonne profondément. Nous : qui nous sommes, ainsi que nos manières de penser, d'entrer en relation, d'agir. Le poète Jean Désy dit : « Nous naissons des paysages de la même façon qu'ils naissent de nos imaginations. » Si je suis ici, c'est parce que je me sais habitée par l'espace qui m'entoure. Il me construit. Il a patiemment constitué la charpente de mon être, de mon rapport au monde et aux autres. L'espace que j'habite m'engendre. Et quand on le malmène, c'est moi qui me décompose.

D'ailleurs, il en va des communautés comme des individus. Les espaces collectifs sont le symptôme de l'état d'esprit de la société de laquelle ils sont issus. Ils parlent de nous, de notre santé, de nos idéaux, de ce qui nous anime, de ce à quoi nous tenons — ou même mieux : de ce qui nous tient ensemble. Ils sont d'ailleurs délaissés s'ils ne sont pas beaux, bien pensés,

bienveillants. Mais il devient naturel de s'en soucier, de ces espaces, de les fréquenter, quand l'intelligence des lieux est couplée à un véritable effort fait pour convoquer la possibilité de la beauté : pour l'inviter dans notre quotidien, en quelque sorte. Et ensuite, cette beauté qu'on appelle peut se décliner en un nombre infini d'incarnations : sa présence relève d'abord d'une intention. D'une attention.

Qu'est-ce qui arrive quand on manque à cette attention ? Toutes sortes de choses peu souhaitables.

Des autoroutes strient les paysages. Dans un mépris remarquable de la qualité de l'environnement et de l'architecture, des maisons aux revêtements en vinyle, préfabriquées, génériques, liées à rien, sont implantées sur des rues à la géométrie incompréhensible et artificielle, tournant en rond autour de centres commerciaux, de magasins à grande surface, de supermarchés. Une sorte de ville sans cœur, sans centre, une ville qui n'en est pas vraiment une s'étale, grignotant sans vergogne (et sans grande planification) la campagne.

Impossible d'y habiter sans posséder une voiture. Pour la banlieue, même proche, les statistiques nous apprennent que la moyenne d'achat est actuellement d'une voiture par adulte. Alors que tout nous indique qu'il faudra le plus tôt possible sortir de notre dépendance aux combustibles fossiles, nous continuons à construire de petits paquets de maisons toutes pareilles qui ne peuvent être occupées sans que leurs propriétaires brûlent de l'essence matin et soir pour les quitter, puis les retrouver, au bout du jour, chargés d'une épicerie géante et de la fatigue ramassée sur les ponts, les boulevards et les viaducs.

Alors que les terres dont nous disposons sont naturellement harmonieuses, nous construisons sans jamais nous arrêter pour réfléchir l'espace, sabotant la beauté des lieux à grands coups de développements résidentiels inconsiderés — balafres irrémédiables dans le paysage, justifiées et portées par une logique exclusivement marchande. C'est une laideur qui n'est pas anodine : elle sape les esprits.

On se met à penser bas. On se met à colporter partout une petite déprime sans nom pendant nos heures perdues dans le trafic. Le manque flagrant d'une réflexion collective, d'une vision d'ensemble dans notre façon de penser et d'occuper le territoire nous condamne à la morosité générale. Nous ne pouvons pas faire comme si ce n'était rien. Nous ne pouvons pas faire comme si ça ne nous concernait pas. Le fait est que l'organisation de nos lieux de vie fonde notre façon de réfléchir à nos manières de vivre ensemble. Si nous ne les pensons pas nous-mêmes, si nous renonçons, si nous cédon à l'anarchie commerciale, à la surenchère publicitaire, à l'aveuglement des promoteurs, nous nous retrouverons seuls, chacun dans sa voiture, uniquement réunis par nos visites dans ces magasins qui gangrènent le panorama de nos vies.

La face des villes se formate, s'écrase, s'enlaidit. Nous devons déployer de plus en plus d'énergie pour permettre à nos imaginaires de s'élever au-dessus de tout ça, d'inventer de meilleures façons de cohabiter. L'envol se complexifie, la pensée devient lourde, les sourcils restent froncés. Et tout ça manque de beauté. De douceur. De savoir-vivre. Et, à nous tous en file pendant des heures derrière nos parebrises, ou éveillés trop tôt

le matin dans l'aigreur d'une insomnie inexplicable, ou solitaires devant nos écrans, la beauté manque cruellement. Nous ne savons plus où rejoindre les autres. Et nous ne savons plus comment continuer à vivre avec eux.

Je vous parle ce matin depuis un endroit que tout le monde connaît intimement : là où la beauté résonne en nous. Ce lieu chaud, caché au-dedans, où tout à coup, ce qu'on regarde nous donne la chance inouïe et de plus en plus rare de nous lier aux autres. Créer et faire exister ces liens entre nous : voilà un des plus nobles effets de la présence de la beauté dans nos espaces de vie. Et voilà pourquoi nous avons besoin de la préserver, quand elle est déjà là. La beauté engage notre responsabilité. Quand on la sacrifie, quand on dynamite ce qui en reste, on précipite l'apparition de la pauvreté. Parce que la pauvreté, quoi qu'on en dise, c'est d'abord une question d'isolement. Les espaces collectifs qui nous rassemblent tiennent la pauvreté à distance. Les milieux défavorisés devraient d'ailleurs être l'objet de nos soins les plus soutenus — dans ces quartiers, quand on perd une autre belle maison, on accélère la désagrégation d'un milieu de vie, et ce qui est détruit devient bien plus vaste qu'une simple demeure.

Nous avons besoin d'harmonie et de sens, de continuité, de collégialité. Nous avons besoin, collectivement, oui, de beauté. L'énoncer n'est ni naïf, ni élitiste. La préservation du patrimoine relève d'une sorte de foi dans des idées simples, que tout le monde comprend de façon instinctive, même sans pouvoir les nommer précisément. Ce sont des idées qui échappent à un calcul comptable de la valeur des choses. Et on le sait, ce qu'on qualifie d'« inestimable » constitue souvent le cœur de ce qui rend l'expérience humaine bouleversante.

Car combien vaut une jeune famille, ou deux, ou quatre, qui décide de demeurer dans un village, de ne pas le quitter comme tout plein de leurs amis, parce que même si la ville tire fort, ici, les lieux sont encore beaux, vibrants, que l'église n'a pas été rasée ou laissée à l'abandon, que les arbres centenaires n'ont pas été sacrifiés à des promoteurs sans vision, et que la rue principale est encore jolie, habitée, donc vivante ?

Combien vaut une maison, une scierie ou un chantier naval restauré, qui permet de raconter l'histoire de toute une région à partir d'artefacts encore présents et accessibles ?

Combien vaut la sensation de reconnaître des murs ? Ou mieux encore : d'être reconnu par eux... ?

À qui appartient le patrimoine ?

Qu'est-ce qui fait qu'un bon matin, des gens ordinaires s'organisent pour protéger une maison qui n'est même pas à eux, une maison qu'ils n'habitent pas et qu'ils ne posséderont jamais ? Quel est cet endroit du cœur qui nous fait trembler pour de vieilles planches, pour de vieilles pierres, qui sont juste là, posées là, en forme de murs et de toit, depuis toujours semble-t-il, et quel est donc cet instinct qui nous pousse à vouloir les sauver ? Quel est ce mystère qui nous fait nous mobiliser pour autre chose que notre propriété privée ? Quelle sorte de magie nous libère ainsi de la marchandisation du réel, comment donc arrivons-nous à échapper soudain à tout ce qui entrave chacun de nos gestes, le reste du temps ?

Pendant longtemps, on a évoqué le patrimoine comme étant une cause lourde à porter, qui n'intéressait, au fond, personne, et dont on devait confier

l'entière responsabilité des enjeux au gouvernement — en l'assujettissant à une gestion exclusivement administrative. C'était une erreur, parce que tout dans les questions de patrimoine appelle la participation citoyenne. Le patrimoine est social et émotif. La population a soif de savoir et de protéger, de se lier aux bâtiments qui les entourent et à leur histoire, de s'approprier les espaces collectifs qui lui reviennent, d'en être fière, de faire grandir son sentiment d'appartenance à des lieux et à des récits.

Comme le fleuve, comme l'hiver, comme le goût du sirop d'érable, la pêche blanche ou les outardes, le patrimoine n'appartient à personne, et donc, il est à tout le monde, dans le sens qu'il revient à chacun d'entre nous de prendre soin de lui. En échange, un territoire plus doux, plus familier s'érige autour de nous. Et il nous protège en retour. De quoi? De la dureté de l'époque, j' imagine. De la solitude. De l'oubli. Et de la perte de sens.

Dans une lettre d'opinion publiée dans *Le Devoir*, l'automne dernier, le collectif *La Passe*, en réaction à la fermeture imminente de la médiathèque Gaëtan-Dostie, avançait cette définition vibrante du patrimoine: «[...] le patrimoine n'est pas qu'une catégorie administrative ou un hobby d'historien: c'est l'hommage rendu par les vivants à ce qui les a créés.» Ce qui nous a créés, ici, ce sont entre autres des quais, des moulins, des ponts couverts, des chapelles, des monastères, des presbytères, des granges. Des grandes demeures bourgeoises. Des jardins. Des cœurs villageois et des églises. Des vitraux. Des stations de métro. Des traces d'Expo 67. Des essences d'arbre et des façons de passer à travers des mois de grand froid. Des paysages.

Toutes ces choses nous ont bâtis, littéralement. Elles nous ont fondés, nous, et le pays réel que nous partageons. Nous leur devons beaucoup, beaucoup d'amour. Et de courage. Au nom de mes contemporains, au nom de ceux qui viendront après nous, je tiens à remercier tous les citoyens ici présents qui, à travers des organismes dont les subventions ont pratiquement toutes été coupées par le gouvernement actuel, incarnent ce courage au quotidien par leurs actions. Merci pour votre engagement. Vos batailles sont lumineuses. Elles éclairent loin et nous gardent de toutes sortes de naufrages, comme ce chapelet de phares le long des côtes, repères essentiels dans la noirceur des temps présents.

Véronique Côté est comédienne, metteure en scène et auteure. Les passages en blanc sont tirés de son ouvrage *La vie habitable. Poésie en tant que combustible et désobéissances nécessaires*, publié en 2014 aux éditions Atelier 10.



Lier les personnes, les lieux et les pratiques : nouvelles approches en patrimoine culturel



Victoria
Angel

Elle est spécialisée en conservation du patrimoine et travaille chez ERA architects où elle développe des stratégies d'aménagement pour des quartiers historiques et milieux urbains. Elle croit fortement que le patrimoine est un point de rencontre exceptionnel entre les autorités publiques, les investisseurs privés et les citoyens.

De nombreuses villes à travers le monde ont intégré, au cours des dernières années, des pratiques innovantes dans la protection du patrimoine culturel. Sur le terrain et dans le cadre de projets de valorisation du patrimoine urbain, celui-ci est de plus en plus compris comme une composante évolutive plutôt que comme un ensemble d'artefacts statiques. Il y a un intérêt croissant pour les zones possédant une identité locale et des fonctions sociales. Il convient d'exposer de nouvelles idées concernant le patrimoine urbain en s'appuyant sur des études de cas, illustrant comment les nouveaux acteurs, les formes de partenariats et les pratiques émergentes sur le terrain engagent davantage les citoyens.

L'approche des paysages urbains historiques, qui a fait l'objet d'une recommandation de l'UNESCO, mérite l'attention. Cette approche intègre les composantes naturelles et bâties, dépassant la notion de centre historique pour inclure le contexte urbain plus large et l'environnement géographique dans son ensemble. Selon l'UNESCO, le patrimoine urbain constitue une ressource essentielle pour favoriser le développement économique et la cohésion sociale dans un environnement économique en pleine mutation. L'approche des paysages urbains historiques utilise quatre outils : l'engagement citoyen, le financement, la connaissance et les outils de planification et de réglementation. Cette approche facilite le développement de nouvelles initiatives. La recommandation propose également l'élaboration de plans d'action à l'échelle des villes pour déterminer des ressources patrimoniales et les arrimer aux approches participatives locales.

Un autre exemple de cette mentalité émergente est la convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du

patrimoine culturel pour la société (convention de Faro). De nombreuses expérimentations se font dans différents pays. Ces projets pilotes procèdent lentement, notamment en raison de la complexité des processus urbains. Au lieu d'isoler le patrimoine, chaque initiative essaie de le positionner dans un cadre plus large, ce qui donne au patrimoine un sens vital dans la société contemporaine.

À travers quelques exemples, il est possible de mieux comprendre comment ces approches peuvent s'incarner concrètement. D'abord, la phase exploratoire du projet tower renewal à Toronto a permis d'impliquer les résidents de façon inusitée afin qu'ils collaborent avec les architectes et l'Office national du film. L'objectif est de réinventer une tour d'habitation à travers une création de séries documentaires participatives. Le film permet de révéler le point de vue des résidents, qui avaient eux-mêmes capté des images de leur milieu de vie. Un second projet innovant est celui du réaménagement du village Mirvish à Toronto. Dans ce cas, les histoires du quartier qui ont été captées ont influencé la vision du projet. L'un des éléments clés du projet est de prévoir l'intégration de l'héritage intangible du site dans le design du domaine public.

Finalement, ces exemples démontrent comment l'exploitation sensible du patrimoine peut améliorer la qualité de vie urbaine. Désormais, on commence à brouiller les frontières entre développement durable et patrimoine. Collectivement, ces programmes et projets amènent un changement important qui nous fait passer d'une approche muséologique à une vision écologique de la ville où le citoyen joue un rôle central.

Vers un patrimoine décomplexé



Émilie
Vézina-Doré

Elle est titulaire d'une maîtrise en aménagement et conservation de l'environnement bâti et d'un baccalauréat en arts visuels et en histoire de l'art. Depuis 2014, elle est directrice générale d'Action patrimoine, un organisme qui œuvre depuis 1975 à protéger, à mettre en valeur et à faire connaître le patrimoine bâti et les paysages culturels du Québec.

Il est historien et s'investit dans le patrimoine culturel depuis 20 ans comme expert, communicateur, enseignant et gestionnaire. Son expertise touche à la fois l'élaboration de politiques, de plans et de stratégies globales d'intervention ainsi que la planification de projets de réutilisation du patrimoine et de concertation citoyenne.



Denis
Boucher

Cette conférence se veut l'occasion de dresser un bref portrait des enjeux actuels en patrimoine. Elle s'inspire du mémoire élaboré avec la Table de concertation des acteurs nationaux en patrimoine bâti du Québec, dans la foulée du renouvellement de la politique culturelle du Québec. Elle porte ainsi un regard à la hauteur du milieu associatif, axé sur la réalité concrète des acteurs de première ligne. Il faut prendre conscience des changements importants qui surviennent dans le regard que l'on porte à cette question et la façon d'en parler. De plus, des enjeux importants concernent les façons de faire et l'organisation de l'action en matière de sauvegarde du patrimoine. Il apparaît clairement que le milieu associatif est au cœur de ces changements de vision, de discours, d'organisation et d'action et qu'il peut en tirer profit.

De nouveaux territoires du patrimoine se dessinent. Ce dernier est multiforme et n'apparaît plus comme un ensemble d'éléments précieux que l'on extrait de la vie ordinaire ; il en fait désormais partie. Certains évoqueront une forme de dénationalisation du patrimoine au profit de territoires d'appartenance à l'échelle des quartiers, des localités ou des régions. Se pose le défi de l'arrimage entre l'intervention de l'État, qui reconnaît le patrimoine pour sa valeur nationale, et celle des communautés, axée sur l'apport du patrimoine à leur qualité de vie. Ainsi, les seules qualités historiques ou architecturales ne sont plus suffisantes, d'autres qualités patrimoniales sont valorisées. Il ne s'agit donc plus de hiérarchiser le niveau d'intérêt selon les classifications habituelles. L'ancrage du patrimoine dans sa communauté est devenu la valeur suprême.

À cet égard, il y a un défi majeur à relever pour arrimer les voix. Le milieu associatif en patrimoine est appelé à se joindre aux forces vives qui défendent le développement durable du territoire, la conservation de la nature ou le design participatif. Le défi est aussi de parler un langage commun alors qu'une place grandissante est accordée aux savoirs profanes, aux amateurs et groupes engagés. La parole est donnée aux citoyens, relativisant d'autant celle des experts, qui deviennent des médiateurs.

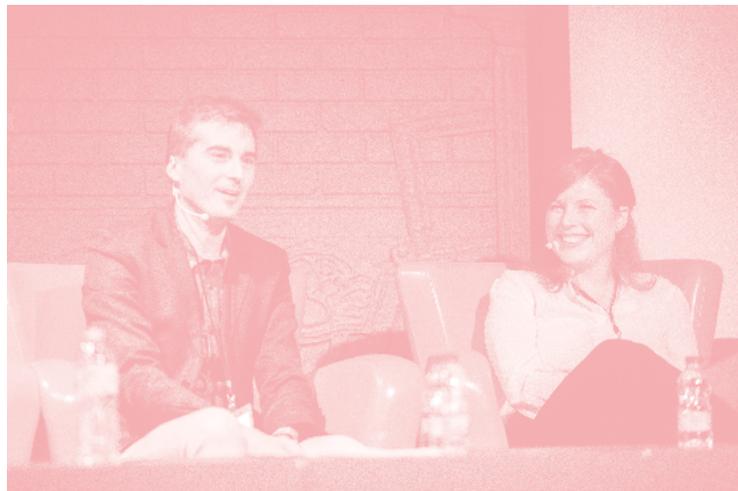
« L'ancrage du patrimoine dans sa communauté est devenu la valeur suprême. »

Ce contexte soulève aussi la nécessité d'habiter le patrimoine. Celui-ci est apprécié pour sa capacité à servir sa communauté et trouve son sens dans son usage et son « réusage ». Des immeubles autrefois jugés intouchables sont actuellement appelés à subir des modifications majeures pour pouvoir répondre à des besoins concrets. Comment concilier les impératifs de conservation alors que l'authenticité matérielle n'est plus priorisée ? Ceci amène pourtant un discours positif où le patrimoine peut être une occasion favorable en misant sur des valeurs sociales et économiques. On verrait ainsi le patrimoine comme une plate-forme de développement plutôt que comme une ressource. Cette valeur ajoutée du patrimoine pourrait rejoindre les intérêts des investisseurs immobiliers pour peu que de nouveaux modèles d'affaires soient proposés.

Les intervenants en patrimoine sont trop souvent appelés à réagir dans l'urgence, devant faire face, par exemple, à la démolition imminente d'un bâtiment. Pourtant, la conservation et la mise en valeur d'un lieu prennent du temps. Paradoxalement, s'il faut prendre le temps nécessaire pour arriver au meilleur projet, le temps est aussi en soi une menace majeure pour la survie d'un bâtiment. La fermeture et l'inoccupation prolongée d'un lieu génèrent inévitablement une hausse des coûts pour la remise en état.

La complexité est d'autant plus grande qu'un nombre croissant d'intervenants sont impliqués dans le domaine du patrimoine et que les mécanismes de protection en place sont nombreux et variés. Dans ce chaos administratif et législatif, les citoyens sont bien souvent laissés à eux-mêmes, limitant de fait leur capacité à proposer des concepts innovants pour mettre en valeur leur patrimoine.

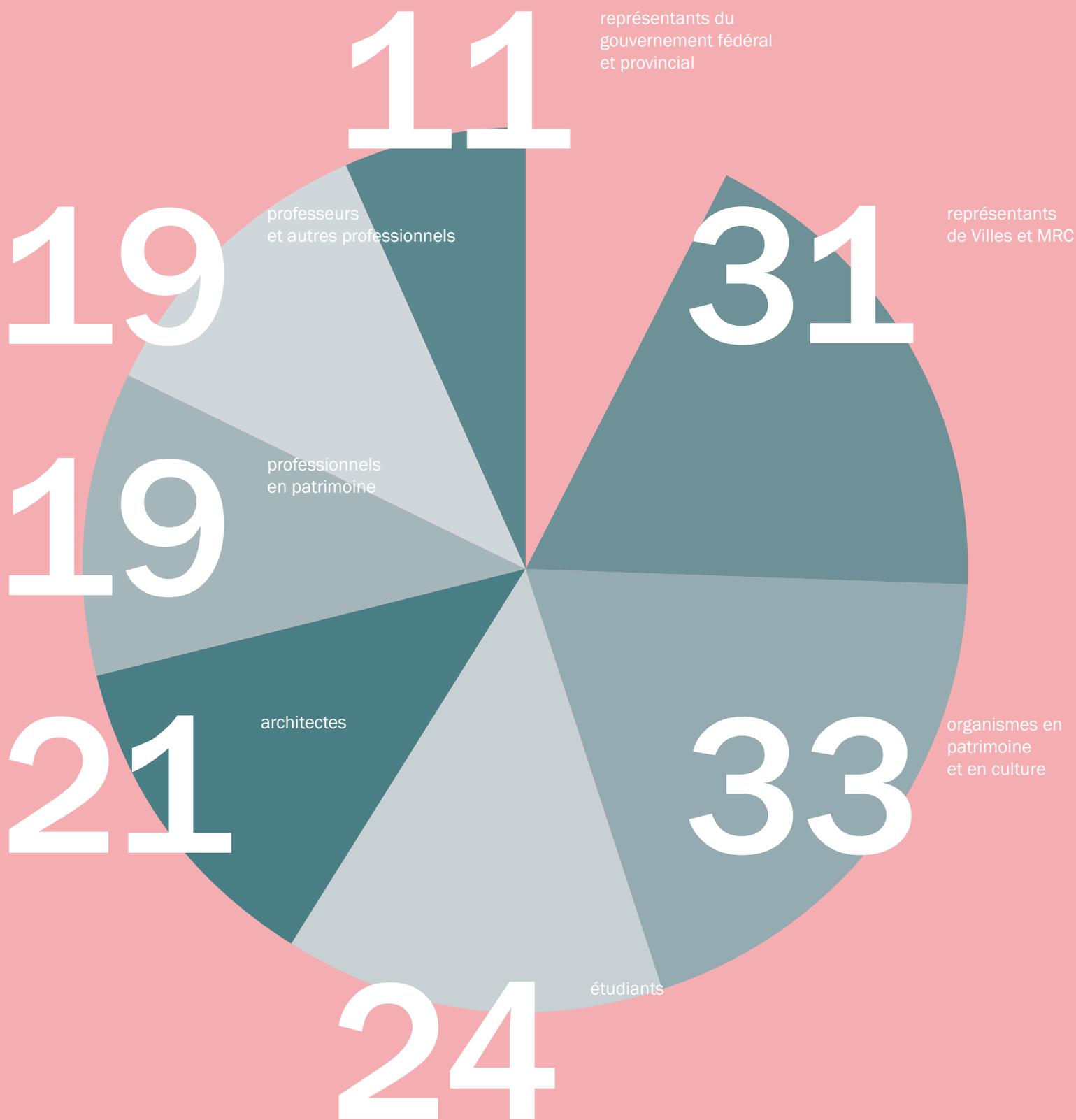
À l'aube de l'adoption d'une nouvelle politique culturelle, il faut donc se doter d'une vision claire et cohérente capable de répondre à ces enjeux actuels. Il faut valoriser le discours démontrant la valeur sociale et économique du patrimoine, et clarifier le rôle des acteurs du milieu dans la gestion et la protection du patrimoine bâti et des paysages culturels. Il faut que le patrimoine se décloisonne et soit porté par tous. Déjà, le contexte est favorable : le patrimoine est de plus en plus décomplexé, désacralisé et défendu par les citoyens.



« Il faut que le patrimoine se décloisonne et soit porté par tous. »

Le Sommet en quelques chiffres

171

 participants

LA CONSERVATION
DU PATRIMOINE DOIT
ÊTRE PRATIQUÉE
SUR LE TERRAIN EN
LIEN AVEC LES CITOYENS
ET L'ENSEMBLE DE
LA COMMUNAUTÉ.

Les maisons anciennes : des moyens pour les protéger

Intervenants : Clément Locat, président du comité du patrimoine de la Fédération Histoire Québec, et Louis Patenaude, président des Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec

Animateur : Jacques Blanchet, consultant, Le blanc des yeux

Les maisons anciennes sont des témoins privilégiés de l'histoire matérielle et de la diversité architecturale propre à chaque période dans les différentes régions du Québec. Pourtant, les cas de démolition et d'abandon de ces propriétés se multiplient au sein de municipalités souvent démunies ou peu sensibilisées pour intervenir dans de telles situations. La pression du développement résidentiel amène les villes à accepter la démolition de ces maisons pour laisser place à des projets à plus haute densité sans souci d'intégration avec le bâti ancien. De plus, la responsabilité et les coûts associés à l'entretien et à la mise en valeur d'une maison ancienne représentent de nombreux défis pour les propriétaires. Comment permettre à chaque acteur de se sentir concerné afin de mieux protéger ce patrimoine ? Quels moyens légaux et pratiques peuvent être envisagés pour assurer sa conservation ?

Pistes à retenir

L'importance des artisans et de leur savoir-faire

Tous se sont entendus pour dire que le savoir-faire des artisans spécialisés contribue à valoriser considérablement les maisons anciennes et à leur assurer une restauration de qualité et durable. Cependant, de nombreux chantiers et programmes de subventions exigent certains permis comme les cartes de la Régie du bâtiment du Québec, ce qui a souvent pour effet de limiter l'accès des artisans sur les chantiers. Ces artisans sont eux-mêmes porteurs

d'un patrimoine immatériel qui doit perdurer et qui est intrinsèquement lié à la sauvegarde de nos demeures ancestrales, où les besoins vont en grandissant.

Considérer l'implantation d'incitatifs fiscaux plus avantageux

Le facteur économique a rapidement été reconnu comme un facteur important associé à la mise en valeur et à la sauvegarde des maisons anciennes. Posséder une telle maison peut représenter pour les propriétaires des coûts importants de restauration et d'entretien. Il s'agit d'un investissement qui en vaut la peine puisqu'il n'est plus à démontrer que le patrimoine permet une meilleure qualité de vie et constitue un levier de développement social et économique. Par exemple, la Nouvelle-Angleterre et la France ont été évoquées comme des sources d'inspiration en lien avec leurs incitatifs fiscaux visant à encourager la conservation et la mise en valeur. À partir de ce constat, certains participants ont proposé des réformes fiscales afin d'inviter les propriétaires d'édifices patrimoniaux à entretenir adéquatement leur propriété.

Formation et encadrement pour une meilleure prise de décision

Les participants ont soulevé plusieurs enjeux pouvant nuire à une prise de décision éclairée au sein des différentes municipalités de la province. Force est de constater qu'à ce jour, encore de nombreuses villes manquent de connaissances, de volonté ou d'une vision à long terme afin de traiter adéquatement les dossiers de maisons anciennes. À cette situation s'ajoute souvent la pression immobilière qui incite la démolition d'édifices anciens pour faire place à des infrastructures plus denses. Parmi les pistes à explorer afin d'éviter la démolition souvent injustifiée de nos anciennes demeures, notons la mise sur pied d'une procédure visant à encadrer les prises de décision par les élus municipaux et l'importance de favoriser la formation des élus et des membres des comités consultatifs d'urbanisme (CCU) ou de démolition. Dans le cas des petites municipalités, une instance intermédiaire, comme les municipalités régionales de comté (MRC), pourrait offrir un service spécialisé de formation et de support en matière d'urbanisme et d'architecture.



La conservation et l'interprétation du patrimoine : une relève en péril ?

Intervenants : Éliane Bélec, administratrice à l'Association québécoise des interprètes du patrimoine, et Jacques Archambault, directeur général d'Héritage canadien du Québec

Animateur : Denis Boucher, conseiller en patrimoine culturel

La place de la relève en patrimoine fait l'objet d'importantes préoccupations dans le secteur et plus particulièrement dans le cas des savoir-faire artisanaux et de l'interprétation. Ces métiers dont la relève est en péril faute de remplaçants ou de formation ont fait l'objet de plusieurs questionnements durant l'atelier. Quelles actions sont à privilégier pour favoriser la place de la relève ? Comment consolider les métiers et savoir-faire artisanaux, qui constituent un patrimoine en soi ?

Pistes à retenir

Centraliser l'information

Afin de stimuler l'engagement de la relève en patrimoine, il a été proposé de mieux diffuser et communiquer l'actualité dans le domaine. De manière plus générale, tous ont convenu qu'une meilleure représentation des dossiers en patrimoine dans les différents médias constituerait une occasion de susciter l'intérêt d'une relève potentielle. À une autre échelle, certains participants s'inquiètent de la confusion régnant autour des porteurs de dossiers en patrimoine. Qui peut répondre aux questions de la relève et l'inciter à s'intéresser à cette discipline qui couvre différents secteurs ? Qui peut répondre aux questions lorsque des gens sensibilisés sont inquiets de l'évolution de leur milieu bâti ? L'idée d'un espace commun à développer, espace qui pourrait prendre la forme d'un canal d'information centralisé, a été amenée. Mais la question qui demeure consiste à savoir qui devrait jouer ce rôle de rassembleur.

Assurer la place des artisans

Tous s'entendaient pour dire que les métiers traditionnels associés aux savoir-faire artisanaux sont dans un état de précarité. Tout d'abord, l'offre d'emploi étant restreinte, elle limite par le fait même l'intérêt de la relève à y consacrer une éventuelle carrière. Plusieurs participants ont souligné qu'une des raisons associées à cette situation découle des difficultés d'accès des artisans aux chantiers. Cet obstacle serait lié à la rigidité du cadre légal du milieu de la construction. Premier pas dans la bonne direction, le Conseil des métiers d'art du Québec a permis de baliser certaines conditions d'accès par le biais de la Loi sur le statut de l'artiste. Diverses pistes sont envisageables afin d'assurer une place légitime aux artisans sur nos chantiers. Dans le cadre de cet atelier, une idée a été proposée voulant que la formule du compagnonnage puisse être actualisée et mise de l'avant à travers la province.

Se former tout au long d'une carrière

Le sujet de la relève a également ouvert une discussion sur l'importance d'une formation en patrimoine tout au long de la vie professionnelle. À cet effet, les participants ont nommé des besoins évidents en formation continue. Les professionnels qui en réclament seraient nombreux, mais on constate une offre insuffisante et difficile à financer. En effet, les initiatives existantes tentent pour la plupart d'autofinancer leurs sessions de formation, ce qui augmente inéluctablement le prix de la formation et limite ainsi l'auditoire. De plus, certaines associations offrent des formations d'appoint qui sont, pour leur part, réservées à leurs membres. Une vue d'ensemble sur l'offre de formation continue disponible à travers le Québec serait donc nécessaire afin de mieux cerner celles à consolider et celles à développer.



La perception du patrimoine : un enjeu majeur pour la conservation et la mise en valeur

Intervenants : de l'Association des moulins du Québec : Guy Bessette, vice-président, et Michel Barry, administrateur ; de Docomomo Québec : France Vanlaethem, présidente, et Soraya Bassil, secrétaire

Animateur : Alexandre Laprise, architecte

La perception de la valeur culturelle, historique ou architecturale de tout type de patrimoine bâti est un facteur déterminant dans la réussite ou l'échec d'une action de conservation et de mise en valeur. Comme une telle évaluation est une opération qui demeure souvent subjective, il ne faut pas se surprendre de la difficulté de mobiliser une communauté autour d'un projet de sauvegarde d'un bâtiment qui semble a priori dépourvu de tout intérêt patrimonial. Que faire dans un tel contexte où plusieurs types de bâtiments sont maintenant mal compris ou mal aimés, du moulin à farine abandonné depuis un siècle à l'église moderne en proie aux pics des démolisseurs ?

Pistes à retenir

Voir le patrimoine bâti comme une valeur de société

Les participants ont affirmé qu'ils reconnaissent le patrimoine bâti québécois comme étant un important porteur de la culture et de l'histoire de notre société. Malgré cela, le patrimoine n'est pas toujours perçu pour ces grandes caractéristiques et peut être limité à un simple édifice en décrépitude. Tous doivent donc se faire les porteurs d'un discours intarissable qui fait du patrimoine bâti une valeur profonde de la société québécoise. Cette valeur est d'autant plus augmentée lorsqu'elle est arrimée aux impératifs du développement durable et de l'implication citoyenne auxquels les enjeux du patrimoine sont intrinsèquement liés.

Penser d'abord à conserver plutôt qu'à remplacer

Dans leur milieu respectif, les participants ont constaté un certain désintérêt à l'égard de la conservation du bâti existant, qui rivalise souvent avec l'attrait de la nouveauté. En effet, les constructions neuves bénéficient d'une connotation positive, que ce soit pour des vertus d'efficacité énergétique, l'attrait d'une construction LEED, l'avantage d'un entretien minimum ou l'engouement pour un style souvent qualifié de plus « moderne ». Dans l'état actuel des choses, il importe de quantifier rigoureusement l'impact économique, social et écologique d'un projet de réhabilitation et de mettre en lumière ses éventuels avantages dans une comparaison du même ordre avec un projet de reconstruction à neuf.

Place aux usages transitoires et aux idées nouvelles

Afin de contrer cette image du patrimoine comme lieu vétuste et désuet exigeant des sommes astronomiques pour être remis en état, les participants de cet atelier ont proposé deux façons de contribuer positivement à l'image du patrimoine. D'abord, mettre en place un mécanisme favorisant les usages temporaires et transitoires qui permettent d'éviter l'image de l'édifice abandonné et qui limiteraient du même coup les coûts grandissants liés à son état d'inoccupation. Par ailleurs, encourager les idées novatrices, autant en ce qui concerne le choix des usages que la proposition architecturale, qui permettent de servir le patrimoine. L'exemple de la conversion des églises comme chantier des possibles a semblé évident aux yeux de tous.

ATELIER R

1. PRATIQUE

2. MÉTIERS

3. FORMAT



La réutilisation du patrimoine bâti : une approche qui se développe et séduit

Intervenants : du Conseil du patrimoine religieux du Québec : Jocelyn Groulx, directeur, et Andréanne Jalbert-Laramée, conseillère en patrimoine culturel ; de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel : Catherine Lampron-Desaulniers et Julie Duchesne, administratrices.

Animateur : Olivier Roy-Baillargeon, chercheur postdoctoral Banting en urbanisme à l'Université de Waterloo

Les cas de reconversion de sites et de bâtiments dont la fonction première a été délaissée sont de plus en plus courants au Québec. Pour illustrer cette nouvelle approche en patrimoine, deux exemples ont été exposés durant cet atelier. Le premier est le cas du Musée Boréal à Trois-Rivières, un projet de mise en valeur et de reconversion d'une ancienne usine de filtration d'eau en centre d'histoire de l'industrie papetière. Le second cas présenté est celui du Centre Sainte-Germaine-Cousin à Montréal, un projet de reconversion d'une église moderne intégrée à un complexe intergénérationnel. Dans cette optique de réutilisation, comment donner un nouvel usage à ces bâtiments tout en conservant leur témoignage historique ? Comment trouver dans ces projets l'acceptation des citoyens et acteurs locaux ?

Pistes à retenir

Travailler avec la mémoire

Selon le type de patrimoine qui fait l'objet d'une reconversion, le passé ou l'apparence de celui-ci peut influencer la perception de la communauté. Il a été évoqué que le patrimoine religieux moderne peut être moins bien compris, voire parfois mal aimé, tout comme le patrimoine industriel à certains égards. Tous s'entendent pour dire que les projets qui entourent la reconversion de ces bâtiments et leur valorisation ne peuvent être réalisés sans un volet fort de sensibilisation. Cette exigence doit être perçue par les acteurs en poste comme une occasion unique de faire découvrir et comprendre le patrimoine local, de faire connaître le contexte historique et d'en faire apprécier les qualités architecturales dans le but de faire participer la population lors du processus de conservation.

Un potentiel de développement économique

Chaque type de patrimoine comporte son lot de contraintes. Lors de cet atelier, différents constats ont été faits en comparant les défis de conversion du patrimoine religieux et ceux du patrimoine industriel. Plusieurs exemples au Québec et ailleurs nous démontrent que ces bâtiments regorgent de potentiel, pouvant être reconvertis en bureaux, en logements, en pavillon universitaire, en lieu communautaire, en musée et bien plus encore. Tant les anciennes églises que les vieilles usines constituent des marqueurs sociaux et culturels importants. Dans cette optique, ces bâtiments peuvent aussi devenir des attraits et des outils de développement touristique pour les différentes régions de la province.

Une occasion d'ouvrir le dialogue avec la population

Les participants ont évoqué le fait que le patrimoine, généralement associé à l'histoire ancienne, est souvent perçu comme une affaire d'experts. La reconversion des bâtiments est une occasion de repenser les façons de faire et d'impliquer davantage les citoyens dans ce processus de mise en valeur de leur quartier ou de leur région. Comme pistes de solution, il a été rappelé de ne pas sous-estimer l'impact et le rôle des soirées d'information et des consultations publiques avec les citoyens, dans le but de changer certaines perceptions négatives du patrimoine.



ON EST DANS UN MOMENT
DE TRANSFORMATION
PROFONDE DE LA SCÈNE
DU PATRIMOINE ET IL
FAUT REDÉFINIR LE RÔLE
DES ORGANISATIONS
ET LEUR FINANCEMENT,
PUISQUE L'AIDE
GOUVERNEMENTALE
S'AMENUISE DE PLUS
EN PLUS.

L'importance des organismes et des bénévoles

S'affirmant à partir des années 1970, les actions associatives ont considérablement modifié la vision du patrimoine, créant une proximité des citoyens avec le cadre bâti et un intérêt pour la qualité de nos milieux de vie. Toutefois, la multiplicité des acteurs implique une vision plurielle du patrimoine. Les actions associatives ne sont surtout pas monolithiques. Si la reconnaissance des associations est certaine, il reste de nombreux pas à franchir pour connaître la réalité des mouvements associatifs. **Enfin, il reste à dépasser la reconnaissance de l'utilité des associations par le gouvernement et les institutions publiques pour mettre en place une collaboration effective dans la valorisation collective du patrimoine.**



Martin Drouin

Professeur au Département d'études urbaines et touristiques à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal

Définir les rôles et constituer aujourd'hui le patrimoine de l'avenir

À la lumière des discussions de la journée, **trois pistes de réflexion prospectives** peuvent être proposées sur la transformation des conditions d'action du milieu.

La première concerne la **responsabilité de protection du patrimoine**. Si, comme le disait Véronique Côté au début de ce Sommet, « le patrimoine n'appartient à personne, il est donc à tout le monde », à qui revient-il de le protéger? Il est temps de dissiper la confusion qui plombe l'action. La deuxième piste concerne **l'urbanisation galopante qui remplace généralement un patrimoine naturel riche par un patrimoine bâti pauvre et sans lendemain**. Devant ce constat, les acteurs de l'aménagement doivent dès aujourd'hui s'engager à produire des milieux de vie dignes d'être conservés et mis en valeur, pour juguler l'hémorragie suburbaine et en finir avec la gestion d'urgence. Enfin, maintenant que le patrimoine se transforme en support au développement des territoires, se pose **la question de l'authenticité**. À partir de quel degré de conservation du bâtiment et de son usage d'origine son intégrité est-elle respectée? Répondre à ces questions est crucial pour intervenir adéquatement dans l'avenir.



Olivier Roy-Baillargeon

Chercheur postdoctoral Banting en urbanisme à l'Université de Waterloo

Engager la relève

Renouveler les publics et les bénévoles est un défi pour beaucoup d'organisations et cela implique d'autres moyens de communiquer. De son côté, Héritage Montréal a développé un comité jeunesse qui invite son réseau d'étudiants et de jeunes professionnels de la métropole à découvrir le patrimoine local et les projets innovants. On parle ici de tours guidés dans un quartier spécifique, de découverte d'un projet de reconversion de bâtiment ou de participation à des activités qui visent à éveiller l'intérêt pour l'architecture, l'art ou le design. On parle aussi, de plus en plus, d'une présence accrue dans les établissements d'enseignement pour sensibiliser, notamment la relève en aménagement, aux enjeux du patrimoine. Sans faire de tous les étudiants et jeunes professionnels des experts en patrimoine, **ces activités permettent de développer un intérêt, voire un engagement citoyen, pour l'aménagement et l'importance du bâti de nos villes.**



Olivier Lajeunesse-Travers

Président du comité jeunesse d'Héritage Montréal

« Nous travaillons tous à mettre en valeur le patrimoine à travers nos champs d'expertise, mais dans la plupart de nos organismes, les moyens sont limités et nos actions s'appuient uniquement sur nos bénévoles », explique Lise Cyr, ethnologue et muséologue, qui représente la Corporation des gestionnaires de phares du Québec au Sommet.

*Le Devoir – 1^{er} novembre 2017 –
Les phares du Québec, un patrimoine à la dérive*

« Il y a des enjeux dans tous les milieux, des enjeux de reconversion, on parle de patrimoine religieux, de patrimoine moderne. Nos actions passent par les citoyens qui, bien souvent, se plaignent de ne pas avoir l'écoute de leur maire. », est intervenue Émilie Vézina-Doré, directrice générale d'Action patrimoine.

*Le 15-18 | Ici Radio-Canada – Entrevue radio du
1^{er} novembre 2017 en vue des élections municipales*

« Le patrimoine intéresse de plus en plus de gens. Beaucoup plus de gens que ce qu'on peut imaginer. Ce n'est plus seulement une affaire de spécialistes », estime Denis Boucher, intervenant du Sommet.

*Le Devoir – Première page de la publication du
2 novembre 2017 – Histoire d'échapper à ses complexes*

À la lecture de ces échos, il est possible de constater que certains enjeux reviennent à travers les nombreux thèmes abordés lors de ce Sommet national du patrimoine bâti du Québec. **Ils nous permettent ainsi d'établir les priorités auxquelles nous devrions accorder de l'importance et des pistes de solution pour donner au patrimoine la place qu'il doit prendre au sein de nos communautés présentes et futures.** Ces éléments concordent avec les enjeux, soulevés par les membres de la Table de concertation, qui ont été inscrits dans le mémoire déposé dans le cadre du renouvellement de la politique culturelle du Québec.

Tout d'abord, il y avait consensus sur le fait que la gestion, la protection et la valorisation du patrimoine bâti et des paysages culturels soient envisagées dans **une perspective intégrée d'aménagement du territoire.** Sur cette base, tous étaient d'accord pour que **le Québec se dote d'une vision claire et cohérente en matière de patrimoine** et que cette vision soit à la base même de toutes les actions qui seront entreprises.

De plus, **le discours utilisé lorsqu'il est question de patrimoine doit être substantiellement modifié.** En effet, il doit mettre davantage l'accent sur la **valeur sociale et économique du patrimoine.** La protection et la valorisation doivent dorénavant être présentées comme **un levier de développement local et régional durable.**

En matière de gestion du patrimoine, une révision complète doit être effectuée afin d'éviter une gestion de « pompier ». Afin que ces souhaits soient plus cohérents et réalisables, les rôles et responsabilités de tous les acteurs impliqués doivent être clarifiés et une plus grande reconnaissance des compétences est nécessaire afin de permettre une gestion plus efficiente. Comme les possibilités sont nombreuses afin de répondre à ces attentes du milieu, **quatre chantiers ont donc été ciblés.**

Le chantier pédagogique

Dans une optique d'accessibilité et de démocratisation du patrimoine, un chantier pédagogique doit être entamé afin d'encourager les initiatives citoyennes et la reconnaissance du patrimoine local.

Le chantier d'information

Une autre piste sur laquelle nous devons collectivement tabler est celle d'un réseau de soutien et d'accompagnement pour faire grandir les stratégies innovantes et les projets porteurs. L'ouverture d'un chantier d'information, autour d'un guichet unique, permettrait de répondre à la fameuse question « Qui fait quoi ? » Un tel projet permettrait de **doter le Québec d'un espace commun d'information** au service des mouvements citoyens et de **consolider le réseau des groupes et acteurs locaux et régionaux** par l'entremise d'un seul canal d'échange.

Le chantier des retombées

Aussi, l'évaluation de la valeur économique et sociétale du patrimoine bâti est à faire et permettrait d'articuler un discours concret sur sa valeur ajoutée. Ce chantier des retombées permettrait de renforcer les arguments évoqués lorsqu'il est question de l'avenir de nos milieux de vie.

Le chantier des milieux associatifs

Finalement, le dernier et non le moindre, le chantier du positionnement du milieu associatif permettrait de mieux rejoindre et impliquer des citoyens qui ne demandent qu'à participer à la réflexion actuelle sur des enjeux de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti présent dans leur milieu de vie.

En conclusion, les membres de la Table de concertation sont évidemment sortis grandis de cette expérience de collaboration qu'a été le Sommet et ils ont bien l'intention de participer activement à la nouvelle vision du patrimoine au Québec. Le renouvellement de la politique culturelle est inéluctablement une occasion pour les acteurs nationaux de se questionner sur le type de partenariat qu'ils peuvent développer afin de mieux répondre à cette mission de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec. **Est-ce que le gouvernement, par l'entremise du ministère de la Culture et des Communications, sera en mesure de reconnaître la Table de concertation comme un partenaire incontournable ?**

VOS BATAILLES SONT
LUMINEUSES. ELLES
ÉCLAIRENT LOIN ET NOUS
GARDENT DE TOUTES
SORTES DE NAUFRAGES,
COMME CE CHAPELET
DE PHARES LE LONG
DES CÔTES, REPÈRES
ESSENTIELS DANS LA
NOIRCEUR DES TEMPS
PRÉSENTS.



Le Parc olympique

Un grand merci à monsieur Michel Labrecque, président-directeur général du Parc, et à l'ensemble du personnel pour son accueil, tout particulièrement à madame Virginie Coutu pour son aide dans la coordination et la logistique de l'événement.

Les conférenciers invités

Victoria Angel
Denis Boucher
Véronique Côté
Martin Drouin
Olivier Lajeunesse-Travers
Olivier Roy-Baillargeon
Robert Turgeon
Émilie Vézina-Doré

Les animateurs

Jacques Blanchet
Denis Boucher
Alexandre Laprise
Olivier Roy-Baillargeon

Les secrétaires

Sophie Lamarche
Andréanne Leboeuf
Jimmy Pham
Félix Rousseau
Camille St-Onge

Le comité organisateur du Sommet

Jacques Archambault
Michel Barry
Denis Boucher
France Vanlaethem
Émilie Vézina-Doré

L'équipe organisatrice

Blandine Clerget
Anne-Sophie Desprez
Claire Dumoulin
Alexandre Petitpas
Émilie Vézina-Doré

Les commanditaires

Beaupré, Michaud et associés
BGLA, architecture et design urbain
Commerce Drummond
Demers Pelletier Architectes
EVOQ Architecture
Groupe A / Annexe U
Jean Damecour Architecte
La Boîte d'urbanisme
L'Enclume – Atelier de développement territorial
Luc Fontaine Architecte
Lussier Dale Parizeau, cabinet de services financiers
M. Luc Fortin, ministre sortant de la Culture et des Communications du Québec
Marie-Josée Deschênes Architecte
Patri-Arch
Provencher Roy

Les 171 participants et organisations présentes

ABCP
Archéo-Québec
Archidiocèse de Montréal
Architecte Sonia Martel
Architecture 49
Atelier d'histoire de la Pointe-aux-Trembles
Atelier l'Établi
Ateliers Architecture
Bessam Fallah, consultant
BGIS
BGLA, architecture et design urbain
Brodeur consultants
Catherine Vallière, consultante
Centre de conservation du Québec
Commerce Drummond
Commission de la construction du Québec
Conseil des métiers d'art du Québec
Conseil du patrimoine culturel du Québec
Conseil du patrimoine de Montréal
Corporation culturelle de Shawinigan
Culture et Patrimoine Deschambault-Grondines
Demers Pelletier Architectes
Écobâtiment
ERA Architects
EVOQ Architecture
FÉLIX & Co
Fiducie nationale du Canada

Fondation québécoise du patrimoine
 Fondation Saint-Roch
 Groupe A / Annexe U
 Héritage Montréal
 Hydro-Québec
 iSCAN – Expertise laser 3D inc.
 JKG Architectes
 La Bande à Paul
 La Maison amérindienne
 Le Devoir
 L'Enclume – Atelier de développement territorial
 Lise Gagné Consultante
 L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal
 Magazine Continuité
 Marie-France Daigneault-Bouchard, consultante
 Marie-Josée Deschênes Architecte
 Ministère de la Culture et des Communications du Québec
 Mongrain & Allard
 Moulures de plâtre
 MRC de L'Île-d'Orléans
 MRC de Papineau
 MRC de Pierre-De Saurel
 MRC des Maskoutains
 MRC des Pays-d'en-Haut
 MRC de Vaudreuil-Soulanges – Maison du patrimoine
 Municipalité de Calixa-Lavallée
 Municipalité de Deschambault-Grondines
 Municipalité de Papineauville
 Musée des beaux-arts de Mont-Saint-Hilaire
 Musée de société des Deux-Rives
 Musée Dufresne-Nincheri
 Oculus révision
 Parc olympique
 Passerelles – Coopérative en patrimoine
 Patri-Arch
 Patrimoine canadien
 Patrimoine Gaspésie
 Peter Lanken Architecte
 Service d'aide-conseil en rénovation patrimoniale (SARP)
 Société de transport de Montréal
 Société d'histoire de l'Outaouais
 Société d'histoire des Pays-d'en-Haut
 Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie
 Société du patrimoine de Boucherville
 Société historique de Saint-Henri
 Société historique et culturelle du Marigot
 Société Jean-Drapeau
 Société Logique
 Société patrimoine et histoire de l'île Bizard
 et Sainte-Geneviève
 Société rimouskoise du patrimoine
 St-Gelais Montminy et associés
 STGM Architectes
 Suzanne Gagnon Architecte
 Territoires innovants en économie sociale et solidaire
 Trilobe
 Université de Montréal
 Université de Waterloo
 Université du Québec à Montréal
 Ville de Laval
 Ville de Montréal
 Ville de Québec
 Ville de Rivière-du-Loup
 Ville de Westmount

Rédaction et supervision

Anne-Sophie Desprez, responsable des communications
 chez Action patrimoine, en collaboration avec les
 membres du comité organisateur et les membres de
 la Table de concertation

Révision linguistique

Marie-Élaine Gadbois, Oculus révision

Design graphique

CRITERIUM, bureau de design graphique

Date de parution

avril 2018

